

Chambre des Représentants.

SEANCE DU 15 MAI 1928.

Projet de loi relatif à la rétribution des membres de l'Ordre judiciaire, du Conseil des mines, des Députations permanentes des Conseils provinciaux, du Clergé catholique et du Corps enseignant des écoles primaires et gardiennes, ainsi que des officiers, ingénieurs des fabrications militaires et du personnel de l'enseignement supérieur ⁽¹⁾.

RAPPORT COMPLÉMENTAIRE

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE ⁽²⁾ PAR M. MARCK.

MESSEURS,

Après avoir entendu M. le Premier Ministre, M. le Ministre des Finances et trois fonctionnaires particulièrement compétents, votre section centrale a procédé à un examen minutieux de chacun des amendements proposés au projet de loi rappelé ci-dessus, tout en ayant soin de se documenter sur chaque objet en discussion et en tenant compte de l'appel du Gouvernement de ne point accroître dans d'excessives proportions les dépenses prévues pour la réalisation de la réforme projetée.

Et voici les conclusions auxquelles elle est arrivée :

I. — Ordre judiciaire.

1° La section centrale acquiesce à l'amendement du Gouvernement modifiant les traitements de base des magistrats de la Cour de cassation parce qu'il est conforme à la règle sur laquelle nous avons insisté longuement dans notre premier rapport : « Identité, dans le nouveau barème, de traitements organiquement identiques. Adoption à cet effet, pour ces différents traitements, du chiffre du traitement le plus favorisé par le projet gouvernemental ».

⁽¹⁾ Projet de loi, n° 57.

Rapport, n° 183.

Amendements, n° 188.

Annales de la Chambre : séances des 25, 26 avril et 2 mai 1928.

⁽²⁾ La section centrale, présidée par M. Hallet, était composée de MM. Melckmans, Poncelet, Marck, Van de Vyvere, Standaert et De Winde.

2° La Section centrale accepte *l'amendement du Gouvernement accordant au Premier Président et au Procureur Général une indemnité de représentation*. Il y a, en effet, à peu près, équivalence entre cette indemnité et la partie du traitement constituée par les augmentations périodiques que le projet supprime.

3° *Pour les premiers substituts*, la proposition gouvernementale opère un mélange irrégulier entre l'organique et la simple réadaptation. L'Exposé des motifs de la loi du 21 juillet 1920 qui a créé le grade s'exprime, à ce sujet, de la manière la plus formelle. Ces magistrats doivent, après six ans, pouvoir accéder au traitement de Vice-Président. La proposition fut respectée également dans la loi du 6 mars 1925. La renverser, ce serait porter atteinte à la loi fondamentale elle-même. La section centrale doit, dès lors, s'en tenir à son point de vue.

4° *Les suppléments de traitement accordés aux juges des enfants et des juges d'instruction* n'obéissant pas à des règles immuables sont susceptibles de se prêter à un jeu d'adaptation pourvu qu'il n'ait rien d'incompatible avec les principes d'égalité et qu'on évite les incohérences destructives d'une classification méthodique des fonctions. Le Gouvernement ayant fait observer que le coefficient de majoration utilisé par la section centrale pour la fixation de ces suppléments de traitement (2,7) n'a été adopté, par lui, dans aucun cas semblable, nous avons consenti à réduire les chiffres proposés par nous dans notre précédent rapport, de sorte que nous ne dépassons plus que très légèrement la proposition gouvernementale.

5° *Les premiers référendaires-adjoints des tribunaux de commerce* ont, depuis le 10 août 1925, joui du même supplément que les premiers substituts. Ils ne sont pourtant pas en droit de se prévaloir au maintien de la situation ancienne au même titre que ceux-ci. La question ne se présente pas dans les mêmes termes. Ce fut une simple loi budgétaire qui lui conféra ce supplément, à la suite de la loi du 3 janvier 1925 ayant institué la fonction. Cette dernière loi ne nous fournit pas sur les intentions du législateur les indications précises que nous possédons à propos des premiers substituts. Ici donc, la section centrale peut se rallier à l'avis du Gouvernement sous le bénéfice d'une légère majoration des chiffres proposés par ce dernier,

6° *La question des greffiers*. — Désireux tous deux d'en finir avec la question des greffiers qui a soulevé maints débats irritants à la Chambre, le Gouvernement et votre section centrale ont abouti à un *modus vivendi*. Aux termes de celui-ci, le projet du Gouvernement concernant les greffiers serait respecté, mais ne s'appliquerait qu'à ceux qui ont été nommés postérieurement à la publication de la loi du 6 mars 1925 qui a innové pour ces fonctionnaires un régime différent de celui dont ils avaient joui jusqu'alors et qui leur assurait le bénéfice des mêmes augmentations périodiques que les magistrats et certaines assimilations pour pour les traitements de base. Les avantages acquis par ceux en fonctions à cette époque leur seront maintenus.

On respectera ainsi le principe qui veut qu'une loi nouvelle ne puisse pas porter atteinte à un droit préexistant. Les intéressés ne pourront plus se prétendre lésés.

7° La section centrale adhère également à la modification du chiffre du *traitement du greffier de la Cour militaire* qui, dans le projet primitif, n'était que le résultat d'une erreur matérielle.

8° En l'absence de titulaires, la suppression, proposée par le Gouvernement à l'article 5 du projet, des mots « première classe » et des chiffres : « 56,000, 30,000 et 20,000 s'indique.

9° Art. 5^{bis}. — La section centrale ne voit aucun inconvénient à laisser insérer dans la loi actuelle, les deux dispositions proposées par le Gouvernement et relatives à la taxe et au remboursement de certains frais de voyage et de séjour exposés par les magistrats et les greffiers.

10° *Amendements présentés par M. Jennissen à l'article 1^{er}.*

Quelque désir que la section centrale ait éprouvé de donner satisfaction à l'honorable membre, elle a été obligée, en présence de l'insistance du Gouvernement, de ne consentir à aucune dépense nouvelle, celles qu'elle a préconisées supplémentaires étant apparues déjà comme inacceptables. Il y a d'ailleurs compensation entre les concessions obtenues et les propositions de l'auteur de l'amendement. Celui-ci ne prévoit, en effet, que des augmentations triennales de 1,500 francs invariablement, alors que, dans la formule nouvelle, on rencontre des majorations de 2,500 francs. D'autre part, il limite le total de celles-ci à 10,500 francs alors que, grâce à la section centrale, ce total sera porté à 11,000 francs.

11° *Amendement de MM. Masson et Sinzot à l'article premier.*

Amendement de MM. Standaert et consorts à l'article premier.

Amendement de M. Jennissen à l'article premier.

Le premier amendement n'est que la reproduction de celui qui fut présenté en 1925 par l'honorable M. Sinzot et qui fut déclaré non recevable à la demande de M. Masson lui-même, à l'époque Ministre de la Justice, et de M. L. Franck. (Voir *Ann. Parl.*, Ch. des Repr., 12 février 1925, pp. 567 et 568.) Une loi de finances ne peut être l'occasion d'aucune modification organique, celle-ci portant-elle seulement sur les traitements.

En vertu d'une jurisprudence constante de la Chambre (voir notre rapport du 29 mars 1928, p. 8) nous sommes dans l'obligation d'opposer ici la question préalable.

L'honorable M. Sinzot a lui-même reconnu le bien fondé de notre observation à la séance de la Chambre du 2 mai dernier.

Le même sort doit, par parité de motifs, être réservé à l'amendement présenté au même article par MM. Standaert et consorts ainsi qu'à celui déposé par M. Jennissen en faveur du greffier de la Cour militaire et des greffiers des conseils de guerre.

La section centrale émet le vœu cependant que là où l'oubli du législateur semble manifeste — tel à propos de l'assimilation des tribunaux de commerce à ceux des tribunaux de première instance de la même classe — un bout de loi vienne bientôt mettre fin à cette situation d'inégalité qui n'a pas de justification plausible.

II. — Clergé.

La section centrale, en présence de l'opposition faite par le Gouvernement à ses propositions, tout en maintenant son appréciation sur l'insuffisance des traitements du clergé, accepte de réduire les chiffres conformément aux amendements déposés par M. le Ministre de la Justice.

Cependant, prenant en considération l'accroissement des besoins des membres

du clergé au fur et à mesure qu'ils avancent en âge, la section centrale propose qu'il soit accordé aux desservants et aux curés après vingt années de fonctions, une augmentation de cinq cents francs.

La charge qui résulterait pour le Trésor de cette légère augmentation ne serait assurément pas lourde et, d'autre part, elle constituerait pour les prêtres âgés un appoint appréciable.

Cette disposition ne ferait du reste que consacrer la législation d'avant guerre. En effet, jusqu'en 1920, les traitements des membres du clergé prévoyaient deux augmentations périodiques, l'une de 200 francs après vingt ans, la seconde, également de 200 francs, après trente ans.

Le chiffre de 500 francs, donné une seule fois, comme augmentation constitue la multiplication de la première augmentation d'avant guerre par 2,5. Ce n'est assurément pas dépasser les limites de la modération. La section centrale vous propose donc de porter de 10,500 à 11,000 francs le traitement des desservants après vingt ans de fonctions et le traitement des curés à 11,500 francs après le même nombre d'années.

III. — Corps enseignant des écoles primaires et gardiennes.

1° *Indemnité de direction.* — Le Gouvernement s'est déclaré d'accord avec la disposition transitoire proposée par la section centrale au profit des chefs d'une école de 5 à 6 classes déchargés régulièrement de la tenue d'une classe avant le 1^{er} janvier 1928. Toutefois l'indemnité à accorder à ces chefs d'école ne sera que de 2,400 francs.

2° *Indemnité attachée à la possession de certificats spéciaux.* — La section centrale ayant consenti à renoncer à la majoration de cette indemnité, le Gouvernement ne s'oppose plus à ce que les membres du personnel enseignant qui jouissent déjà de cette indemnité continuent à la toucher.

3° *Traitement des institutrices gardiennes dispensées du diplôme.* — Sur ce point, le gouvernement s'est rallié à la façon de voir de la section centrale.

4° *Indemnité dite « de fin de carrière » et indemnité dite « de mariés ».* — La section centrale vous a proposé de porter à fr. 2,200 la dernière augmentation triennale des instituteurs-non chefs d'école. Le gouvernement consent à accorder à ces instituteurs une dernière augmentation triennale de fr. 2,000.

La section centrale vous a proposé aussi, pour les motifs que nous avons exposés longuement dans notre précédent rapport, d'accorder aux instituteurs mariés une indemnité spéciale de fr. 800. Le gouvernement s'y oppose.

Cette opposition est, selon nous, absolument injustifiée et nous la regrettons profondément.

Mais voulant arriver à une entente, la section centrale a décidé de vous faire une proposition nouvelle dont les conséquences financières sont très modérées et qui respecte les deux principes que nous désirons voir inscrire dans la loi : encourager spécialement les instituteurs mariés et récompenser les instituteurs qui, pendant plus de vingt-cinq ans, se sont consacrés à l'éducation de nos enfants, sans avoir pu obtenir la direction d'une école.

La section centrale vous propose donc d'allouer aux instituteurs mariés une indemnité spéciale de 600 francs et de ne porter qu'à 600 francs l'indemnité de fin de carrière pour laquelle le Gouvernement admet 1,000 francs.

5° *Indemnité de résidence de 750 francs.* — La section centrale vous a proposé d'accorder cette indemnité dont jouissent les instituteurs de l'agglomération bruxelloise aux membres du personnel enseignant domiciliés dans les autres grandes villes. Elle se déclare, maintenant disposée à abandonner cet amendement pour les deux raisons suivantes : la compression des dépenses réclamée impérieusement par le Gouvernement et l'exactitude de l'observation formulée par ce dernier qu'il s'agit, dans l'occurrence, d'une innovation organique. Dès lors, elle ne peut que rejeter l'amendement présenté par M. M. Maenhaut et consorts à l'article 17 du projet.

6° Les amendements de l'honorable M. Melckmans ont été discutés dans notre précédent rapport. Les amendements présentés par d'autres membres sont inacceptables, soit parce qu'ils doivent entraîner nécessairement des dépenses trop élevées, soit parce qu'ils constituent des réformes organiques.

7° La section centrale accepte l'amendement proposé par le Gouvernement en faveur des agents se trouvant dans la position de disponibilité. Elle estime que les modifications proposées par le Gouvernement à l'article 31 de la loi organique ne sont pas à leur place dans une loi de péréquation des traitements et doivent faire l'objet d'un projet de loi spécial.

* * *

L'œuvre originale de la section centrale et qui était en mesure de défier une critique sévère à cause de la rigidité des principes qui avait présidé à son élaboration, se ressentira forcément des retouches qu'il a fallu lui faire subir pour arriver à une entente.

Cédant sur la question du quantum de la majoration de certaines rémunérations qu'elle eut cependant désiré plus élevé, la section centrale ne s'est point départie de sa préoccupation de placer les diverses catégories d'agents de l'État sur la même ligne et d'assurer à chacune d'elles l'application de la formule de réadaptation des traitements indiqués dans l'Exposé des motifs qui n'avait point été observée pour le personnel de l'ordre judiciaire. Elle a persisté également dans son refus d'ancantir des droits acquis.

Pour n'être pas absolument conforme aux desiderata des intéressés, le système nouveau sera toutefois acceptable pour tous parce qu'en harmonie avec la législation organique et conforme aux règles de l'équité.

Le Rapporteur,

H. MARCK.

Le Président,

M. HALLET.

Amendements de la section centrale.

(En remplacement de ceux qui sont annexés
au premier rapport.)

ARTICLE PREMIER.

Conseils de Guerre

Substituts des auditeurs militaires.

**Remplacer 37,000
par 39,000**

ART. 2.

**Remplacer les chiffres du
projet par les chiffres indiqués
ci-dessous :**

Juges des enfants :

	1 ^{re} classe.	2 ^e et 3 ^e classes.
Pour le premier terme de 3 ans	3,000	2,500
Après 3 ans de fonc- tions	3,900	3,000
Après 6 ans.	4,800	3,700
Après 9 ans.	7,000	4,800
Après 15 ans	11,250	9,000

Juge d'appel des enfants.

Pendant la durée de leurs fonctions en cette qualité . . .	3,000	»
--	-------	---

Juges d'instruction.

Pour le premier terme de 3 ans	3,000	2,500
Après 3 ans de fonc- tions en cette qua- lité	4,000	3,000
Après 6 ans.	5,000	4,000

Premiers référendaires adjoints.

Pour le premier terme de 3 ans	5,000	»
Après 3 ans de fonc- tions	6,000	»
Après 6 ans.	7,000	»

Amendementen voorgesteld door de middenafdeeling.

(In vervanging van de amendementen bij het
eerste verslag gehecht)

EERSTE ARTIKEL.

Krijgsraden.

Substituten van de krijgsauditeurs.

37,000 vervangen door 39,000

ART 2.

**De cijfers van het ontwerp
vervangen door onderstaande
cijfers.**

Kinderrechters.

	1 ^{re} classe.	2 ^e en 3 ^e klassen.
Voor den eersten drie- jaarlijkschen termijn	3,000	2,500
Na 3 jaar ambtsver- vulling in dezelf- de hoedanigheid. . .	3,900	3,000
Na 6 jaar	4,800	3,700
Na 9 jaar	7,000	4,800
Na 15 jaar.	11,250	9,000

Kinderrechters van hooger beroep.

Voor gansch den duur hunner ambtsvervul- ling in deze hoeda- nigheid fr.	3,000	»
---	-------	---

Onderzoekrechters.

Voor den eersten drie- jaarlijkschen termijn	3,000	2,500
Na 3 jaar ambtsvervul- ling in dezelfde hoe- danigheid . . . fr.	4,000	3,000
Na 6 jaar	5,000	4,000

Eerste toegevoegde referendarissen.

Voor den eersten drie- jaarlijkschen termijn	5,000	»
Na 3 jaar ambtsvervul- ling fr.	6,000	»
Na 6 jaar	7,000	»

ART. 4.

Remplacer le texte proposé par le texte ci-après :

« Les articles 7 et 8 de la loi du 6 mars 1925 sont remplacés par la disposition suivante :

« Les membres de l'ordre judiciaire reçoivent l'indemnité de naissance et les indemnités de famille accordées aux fonctionnaires de l'ordre administratif. »

ART. 7.

Ajouter à cet article :

Après vingt ans de fonctions, les curés et les desservants toucheront une seule augmentation de 500 francs.

ART. 10.

Ajouter au texte proposé pour l'article 29 organique de l'enseignement :

4° Une indemnité de logement de 600 francs qui ne sera allouée qu'aux agents mariés à l'exclusion des institutrices mariées et des chefs d'école jouissant d'une indemnité de direction.

A l'article 29 de la loi organique de l'enseignement primaire sub n° 3, supprimer l'alinéa : « L'indemnité familiale ne prend cours... »

A l'article 31 a, intercaler après les mots : « deux augmentations triennales de 1,000 francs », **la phrase suivante :** *Toutefois, la dernière augmentation triennale sera de 1,600 francs pour les instituteurs non chefs d'école, à moins qu'ils aient refusé d'assumer la direction d'une école.*

ART. 12.

A supprimer.

ART. 4.

Den voorgestelden tekst vervangen door den volgende :

De artikelen 7 en 8 der wet van 6 Maart 1925 worden vervangen door de volgende bepalingen :

« De leden van de rechterlijke orde ontvangen de geboortetoelage en de gezinstoelagen welke aan de ambtenaren van de bestuurlijke orde worden verleend. »

ART. 7.

Aan dit artikel toe te voegen :

Na twintig jaar ambtsvervulling zullen de pastoors en de kerkbedienaars eene enkele verhooging van 500 frank bekomen.

ART. 10.

Aan den tekst voorgesteld voor artikel 29 van de wet tot regeling van het lager onderwijs, toe te voegen :

4° Een woonstvergoeding van 600 frank die slechts aan de gehuwde agenten zal verleend worden de met uitsluiting van gehuwde onderwijzeressen en de schoolhoofden die eene bestuursvergoeding genieten.

In artikel 29 van de wet tot regeling van het lager onderwijs, onder n° 3° de alinea : « De gezinstoelage wordt slechts verleend, enz. » **doen wegvallen.**

In artikel 31 a, na de woorden : « twee driejaarlijksche verhoogingen van 1,000 frank, **inlasschen den volgenden zin :** « *Rechter zal de laatste driejaarlijksche verhooging 1,600 frank bedragen voor de onderwijzers die niet schoolhoofden zijn, ten ware zij mochten geweigerd hebben het bestuur eener school op zich te nemen. »*

ART. 12.

Doen wegvallen.

ART. 13.

A l'article 9 de la loi du 15 juillet 1849 :

a) Remplacer le texte des deux premiers alinéas par le texte suivant :

« ART. 9. — Les professeurs portent le titre de professeur ordinaire ou de professeur extraordinaire. Ils jouissent d'un traitement fixe de 60,000 francs ou de 50,000 francs suivant qu'ils ont rang de professeur ordinaire ou de professeur extraordinaire. »

b) Supprimer l'alinéa 3.

c) Rédiger l'alinéa 4 comme suit :

Des augmentations peuvent être accordées aux professeurs ordinaires *tous les trois ans*. Le nombre de ces augmentations est fixé à trois et le montant de chacune d'elles à 5,000 francs.

d) Rédiger l'alinéa 5 comme suit :

Une augmentation de 5,000 francs peut être accordée aux professeurs extraordinaires *après cinq ans*.

ART. 19.

Remplacer le texte du projet par le texte suivant :

Lorsque le local visé à l'article 9 de la loi du 15 juin 1881 ne comprend pas une demeure pour le directeur de l'établissement et que la commune ne met pas une habitation à la disposition de l'intéressé, l'indemnité en argent est fixée par arrêté royal dans la limite de 20 % de la somme du traitement organique *minimum et des 3/4 de la différence entre ce traitement minimum et le traitement maximum réglementaire*

ART. 13.

In artikel 9 van de wet van 15 Juli 1849 :

a) Den tekst van de eerste twee alinea's vervangen door den volgende tekst :

« ART. 9. — De hoogleeraars voeren den titel van gewoon of buitengewoon hoogleeraar. Zij genieten een vaste wedde van 60,000 frank of van 50,000 frank, naar gelang zij aangesteld zijn als gewoon of als buitengewoon hoogleeraar. »

b) Alinea 3 doen wegvallen.

c) Alinea 4 doen luiden :

Om de drie jaar, mag er aan de gewone hoogleeraars eene weddeverhoging worden verleend. De vastgestelde verhoogingen zijn ten getale van drie, ten bedrage elk van 5,000 frank.

d) Alinea 5 doen luiden :

Eene verhoging van 5,000 frank mag aan de buitengewone hoogleeraars worden verleend, *na vijf jaar*.

ART. 19.

Den tekst van het ontwerp vervangen door den volgende tekst :

Indien het lokaal, bedoeld bij artikel 9 der wet van 15 Juni 1881, geene woning voor den bestuurder van de instelling omvat en de gemeente geene woonstgelegenheid ter beschikking stelt van den belanghebbende, wordt de vergoeding in geld vastgesteld bij Koninklijk besluit binnen de grenzen van 20 t. h. *van het bedrag der laagste organieke wedde en der 3/4 van het verschil tussen deze laagste wedde en de hoogste reglementaire wedde.*

Ajouter un chapitre XI ainsi conçu :

ART. 20.

Par dérogation à l'article 1^{er} de la loi les greffiers en chef des cours et tribunaux de première instance nommés en cette qualité avant le 6 mars 1925, jouiront, à titre personnel, des traitements suivants :

Cour de cassation, Cours d'appel, Tribunaux de première instance de la 1^{re} classe fr. 60,000
Tribunaux de première instance de la 2^e et 3^e classe . fr. 51,000

ART. 21.

Par dérogation également au dit article de la loi, les traitements suivants sont accordés, à titre personnel, aux fonctionnaires ci-après désignés et qui occupaient déjà cet emploi à la date du 6 mars 1925 :

Cour de Cassation.

Greffier fr. 37,000

Cour Militaire.

Greffier fr. 37,000

Tribunaux de 1^{re} Instance de 2^e et 3^e classe.

Greffiers et greffiers à titre personnel fr. 25,500

Tribunaux de Commerce de 2^e classe et tribunal de Mons. . . fr. 25,500

Justice de Paix.

1^{re} classe fr. 37,000
2^e classe 32,000

ART. 22.

Par dérogation à l'article 3 de la loi, les greffiers en chef, greffiers, greffiers

Een hoofdstuk XI toe te voegen luidend :

ART. 20.

In afwijking van het eerste artikel van de wet, genieten de hoofdgriffiers van de hoven en rechtbanken van eersten aanleg, in die hoedanigheid benoemd vóór 6 Maart 1925, ten persoonlijken titel de volgende wedden :

Hof van Cassatie, Hoven van Beroep, Rechtbanken van eersten aanleg van de 1^e klasse fr. 60.000
Rechtbanken van eersten aanleg van de 2^e en 3^e klasse fr. 51,600

ART. 21.

In afwijking van hetzelfde artikel van de wet worden, ten persoonlijken titel, aan de hierna vermelde ambtenaren die dit ambt reeds bekleedden op 6 Maart 1925, de volgende wedden verleend :

Hof van Cassatie.

Griffier fr. 37,000

Krijsgerechtshof.

Griffier fr. 37,000

Rechtbanken van eersten aanleg van de 2^e en de 3^e klasse.

Griffiers en griffiers ten persoonlijken titel fr. 25,500

Rechtbanken van Koophandel van de 2^e klasse en Rechtbank van Bergen fr. 25,500

Vredegerecht.

1^e klasse fr. 37,000
2^e klasse 32,000

ART. 22.

In afwijking van artikel 3 van de wet, hebben de hoofdgriffiers, griffiers

à titre personnel et greffiers-adjoints des Cours de Cassation et d'Appel, de la Cour militaire, des Tribunaux de Première instance et de Commerce, des Conseils de Guerre et des Justices de Paix, nommés à des fonctions effectives à la date de la promulgation de la loi du 6 mars 1925, auront, à titre personnel, droit aux mêmes augmentations périodiques y prévues pour les magistrats.

ART. 23.

Les chefs d'une école de 5 à 6 classes déchargés régulièrement de la tenue d'une classe avant le 1^{er} janvier 1928 continueront à toucher une indemnité de direction mais ce à titre personnel et aussi longtemps qu'aucun changement n'interviendra dans le personnel de leur école. Cette indemnité sera de 3,600 francs. Elle sera réduite de moitié lorsque le bénéficiaire a la jouissance d'un local scolaire fourni par la commune qui utilise ses services.

ART. 24.

Les membres du personnel enseignant qui jouissent déjà de l'indemnité attachée à la possession de certificats spéciaux pour l'enseignement de certaines branches continueront à la toucher. Cette indemnité sera majorée de 25 %.

ten persoonlijkten titelen en adjunctgriffiers van de Hoven van Cassatie en van Beroep, van het krijgsgerechtshof, van de rechtbanken van eersten aanleg en koophandel, van de krijgsraden en de vredegerichten, werkelijk tot dit ambt benoemd bij de afkondiging van de wet van 6 Maart 1925, ten persoonlijkten titel recht op dezelfde periodieke verhoogingen die daarin zijn voorzien voor de magistraten.

ART. 23.

De hoofden van een school van 5 tot 6 klassen, die, vóór 1 Januari 1928, regelmatig ontlast zijn van het houden eener klasse, zullen voortgaan een bestuursvergoeding te ontvangen doch alleen ten persoonlijkten titel en zolang er in hun school geen persoonverwisseling plaats heeft. Deze vergoeding zal 3,600 frank bedragen. Zij zal tot op de helft worden verminderd, wanneer de verkrijger het genot heeft van een schoollokaal dat geleverd wordt door de gemeente die zijn diensten benuttigt.

ART. 24.

De leden van het onderwijzend personeel die reeds de vergoeding ontvangen uit hoofde van het bezit van bijzondere getuigschriften voor het onderwijs van sommige vakken, zullen voortgaan dezelfde te ontvangen. Deze vergoeding zal met 25 t. h. worden verhoogd.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 15 MEI 1928.

Wetsontwerp betreffende het bezoldigen van de leden van de rechterlijke orde, den mijnraad, de bestendige deputatiën van de provinciale raden, de katholieke geestelijkheid en het onderwijzend korps der lagere en bewaarscholen, alsmede der officieren, ingenieurs der militaire fabrieken en van het personeel van het hooger onderwijs ⁽¹⁾.

AANVULLEND VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2), UITGEBRACHT DOOR DEN HEER MARCK.

MIJNE HEEREN,

Na de verklaringen te hebben gehoord van den Eersten Minister, den Minister van Financiën en drie bijzonder bevoegde ambtenaren, is uwe middenafdeeling overgegaan tot een grondig onderzoek van elk der amendementen die op het onderhavig wetsontwerp zijn ingediend. Vooraf, heeft zij over elk onderwerp zorgvuldig inlichtingen ingewonnen met inachtneming van het verzoek der Regeering niet in te ver strekkende verhouding de uitgaven, voorzien voor het verwezenlijken van de voorgenomen hervorming, te verhoogen.

Ziehier tot welke besluiten zij is gekomen :

I. — Rechterlijke Orde.

1° De middenafdeeling stemt in met het amendement van de Regeering tot wijziging van de aanvangswedden van de magistraten van het Hof van Cassatie, omdat het overeenstemt met den regel waarop wij in ons eerste verslag den nadruk hebben gelegd : « Overeenstemming, in het nieuwe barema, van de wedden die, in de organieke regeling overeenstemmen. Aanneming te dien einde, voor deze onderscheidene wedden, van het cijfer der door het Regeeringsontwerp meest begunstigde wedde ».

(1) Wetsontwerp, n° 57.

Verslag, n° 183.

Amendementen, n° 188.

Handelingen van de Kamer : Vergaderingen van 25, 26 April en 2 Mei 1928.

(2) De middenafdeeling, voorgezeten door den heer Hallet, bestond uit de heeren Melckmans, Poncelet, Marck, Van de Vyvere, Standaert en De Winde.

2° De middenafdeeling neemt het amendement van de Regeering aan waarbij *aan den eersten voorzitter en aan den procureur-generaal een representatie-vergoeding wordt toegekend*. Er is inderdaad, nagenoeg overeenstemming tusschen deze vergoeding en het gedeelte van de wedde dat bestaat uit de periodieke verhoogingen, die het ontwerp afschaft.

3° Voor de eerste substituten verwezenlijkt het Regeeringsontwerp eene onregelmatige vermenging van eene organieke regeling met eene eenvoudige aanpassing. De Memorie van Toelichting der wet van 21 Juli 1920 die dezen graad tot stand bracht, spreekt ten dien opzichte op de meest uitdrukkelijke wijze. Deze magistraten moeten, na 6 jaar, de wedde van den ondervoorzitter kunnen bekomen. Het voorstel werd insgelijks geëerbiedigd in de wet van 6 Maart 1925. Dit voorstel over boord werpen, zou beteekenen dat men inbreuk doet op de Grondwet zelf. De middenafdeeling moet dan ook haar standpunt handhaven.

4° *De bijwedden toegekend aan de kinderrechters en aan de onderzoeksrechters*, welke niet door onveranderlijke regelen beheerscht worden, zijn vatbaar voor eene aanpassing, mits deze niet onvereinigbaar zij met de gelijkheidsprincipes en dat men onsamenhangende regelingen vermijdt die eene methodische rangschikking der functies vernietigen. De Regeering heeft doen opmerken dat de verhoogings-coëfficiënt aangewend door de middenafdeeling bij de vaststelling van deze bijwedden (2,7), in geen enkel gelijkaardig geval door haar werd gebruikt. Wij hebben er dan ook in toegestemd de door ons, in ons vorig verslag, voorgestelde cijfers te verminderen, zoodat wij slechts zeer licht het regeeringsvoorstel overschrijden.

5° *De eerste toegevoegde referendarissen der Rechtbanken van koophandel hebben*, sedert 10 Augustus 1925, dezelfde bijwedde bekomen als de eerste substituten. Zij hebben nochtans niet het recht te steunen op het behoud van den vroegeren toestand, evenals de eerste substituten. Het vraagstuk doet zich niet op dezelfde wijze voor. Het was eene eenvoudige begrootingswet die deze bijwedde voorzag, naar aanleiding van de wet van 3 Januari 1925, waarbij de functie werd tot stand gebracht. Deze laatste wet geeft ons niet, betreffende de inzichten van den wetgever, de duidelijke aanwijzingen die wij bezitten voor de eerste substituten. Hier dus kan de middenafdeeling de zienswijze der Regeering aannemen, mits een lichte verhooging van de door de Regeering voorgestelde cijfers.

6° *Het vraagstuk der griffiers*. — Gedreven door het verlangen, de griffierskwestie welke in de Kamer zoo heftige debatten heeft uitgelokt, voor goed op te lossen, zijn de Regeering en uwe middenafdeeling gekomen tot een *modus vivendi*. Naar luid daarvan, zou het ontwerp van de Regeering betreffende de griffiers geëerbiedigd worden, maar zou enkel toepasselijk zijn op degenen die benoemd werden na de bekendmaking der wet van 6 Maart 1925, waarbij voor deze ambtenaren een nieuw regime werd ingevoerd, dat verschilt van het regime waaronder zij tot dan toe gestaan hadden, en dat hun het voordeel schonk van dezelfde periodieke verhoogingen als aan de magistraten, en sommige gelijkstellingen voor de aanvangswedden. De voordeelen verworven door degenen die op dit tijdstip in functie waren, blijven behouden.

Men zal aldus het beginsel eerbiedigen, hetwelk eischt dat eene nieuwe wet geen inbreuk mag plegen op een vroeger bestaand recht. De belanghebbenden zullen zich niet meer benadeeld kunnen achten.

7° De middenafdeeling sluit zich eveneens aan bij *de wijziging van het weddebedrag der griffiers van het Krijgsgerechtshof* dat, in het oorspronkelijk ontwerp, slechts het gevolg was van eene materieele vergissing.

8° Bij ontstentenis van titularissen, dringt de door de Regeering voorgestelde weglating, bij artikel 5 van het ontwerp, van de woorden « eerste klasse » en de bedragen : « 56,000, — 30,00 — en 20,000 » zich op.

9° ART. 5^{bis}. — De middenafdeeling ziet er geen bezwaar in, in de huidige wet, de door de Regeering voorgestelde twee bepalingen te laten inlasschen, betreffende de taxatie en de terugbetaling van zekere reis- en verblijfskosten waartoe de magistraten en de griffiers genoopt worden.

10° *Amendementen, bij het eerste artikel, door den heer Jennissen ingediend.* — Hoe zeer de middenafdeeling ook geneigd was aan het achtbaar lid voldoening te schenken, zag zij zich gedwongen — ten aanzien van de beslistheid der Regeering — geen enkele nieuwe uitgave te bewilligen, dewijl diegene welke zij, in bijkomende orde, had voorgestaan, reeds onaannemelijk gebleken waren. Trouwens, de bekomen toegevingen en de voorstellen van den indiener van het amendement dekken elkaar. Deze laatste voorziet, inderdaad, slechts driejaarlijksche onveranderlijke verhoogingen van 1,500 frank, wanneer men, in de nieuwe formule, verhoogingen ontmoet van 2,500 frank. Anderzijds, beperkt hij het gezamenlijk bedrag er van tot 10,500 frank, wanneer — dank zij de middenafdeeling — dit totaal op 11,000 frank zal gebracht worden.

11° *Amendement van de heeren Masson en Sinzot, op het eerste artikel;*

Amendement van de heeren Standaert c. s. op het eerste artikel;

Amendement van den heer Jennissen op het eerste artikel.

Het eerste amendement is slechts de weergave van hetgeen, in 1925, door den heer Sinzot werd ingediend en dat onontvankelijk werd verklaard op aanvraag van den heer Masson zelf, toenmalige Minister van Justitie, en van den heer L. Franck. (Zie *Hand. K. der Volksv.*, 12 Februari 1925, blz. 567 en 568.) Een financiewet mag geen organieke wijziging ondergaan, zelfs indien deze alleenlijk de jaardwedden zou betreffen.

Krachtens een beginsel waarvan de Kamer nooit is afgeweken (zie ons verslag van 29 Maart 1928, blz. 8), moeten wij hier de voorafgaande quaestie tegenstellen.

De heer Sinzot zelf heeft in de Kamervergadering van 2 Mei l.l., de gegrondheid van onze opmerking erkend.

Om dezelfde redenen, moet aan het amendement, op hetzelfde artikel door de heeren Standaert c. s. ingediend, alsmede aan dat van den heer Jennissen ten voordeele van de griffiers van het Krijgsgerechtshof en van de griffiers der Krijgsraden, hetzelfde lot voorbehouden worden.

De middenafdeeling drukt echter den wensch uit, dat dáár waar de vergetelheid van de wetgever duidelijk blijkt, — b. v. waar het geldt de rechtbanken van koophandel met de rechtbanken van eersten aanleg derzelfde klasse gelijk te stellen —, een kleine wetstekst eerlang dien ongelijken toestand zou doen ophouden, welke door niets gebillijkt is.

II. — Geestelijkheid.

Ten aanzien van het verzet der Regeering tegen hare voorstellen, neemt de middenafdeeling aan — zonder nochtans af te zien van hare opvatting over de

ontoereikendheid van de wedden der geestelijkheid —, de bedragen te vermindern overeenkomstig de amendementen van den Minister van Justitie.

De middenafdeeling, echter, in aanmerking nemende de stijging der levenskosten van de geestelijken naarmate dezen in leeftijd toenemen, stelt voor dat aan de kerkbedienaars en aan de pastoors, na twintig jaar ambtsvervulling, een verhooging van vijfhonderd frank worde toegestaan.

De, wegens deze lichte verhooging, aan de Thesaurie opgelegde last zou voorzeker niet zwaar zijn en zou, anderzijds, voor de bejaarde priesters, een waardeerbare toeslag zijn.

Overigens, zou deze bepaling niet anders zijn dan de bekrachtiging der vóór-oorlogsche wetgeving.

Inderdaad, tot in 1920, voorzagen de wedden der geestelijkheid twee periodieke verhoogingen: de eene van 200 frank, na 20 jaar, de andere, insgelijks van 200 frank, na 30 jaar.

Het bedrag van 500 frank, ineens gegeven als verhooging, vermenigvuldigt de eerste vóóroorlogsche verhooging met 2.5. Dit is voorzeker geen overschrijding van de grenzen der gematigdheid. De middenafdeeling stelt U dus voor, de wedde der kerkbedienaars, na 20 jaar ambtsvervulling, te brengen van 10,500 op 11,000 frank, en de wedde der pastoors, na hetzelfde getal jaren, op 11,500 frank.

III. — Onderwijzend korps der lagere en der bewaarscholen.

1^o *Bestuursvergoeding*. — De Regeering heeft zich akkoord verklaard met de door de middenafdeeling voorgestelde overgangsbepaling, ten voordeele van de hoofden eener school van 5 tot 6 klassen, die regelmatig ontlast zijn van het houden eener klas vóór 1 Januari 1928. Echter zal de aan deze schoolhoofden te verleenende vergoeding nog slechts 2,400 frank bedragen;

2^o *Vergoeding gehecht aan het bezit van bijzondere getuigschriften*. — Aan gezien de middenafdeeling er in toegestemd heeft van de verhooging dezer vergoeding af te zien, verzet de Regeering er zich niet meer tegen, dat de leden van het onderwijzend personeel, die reeds deze vergoeding genieten, voortgaan dezelve te trekken;

3^o *Wedde van de bewaarschool onderwijzeressen van het diploma vrijgesteld*. — Op dit punt, heeft de Regeering de zienswijze van de middenafdeeling bijgetreden;

4^o *Vergoeding gezegd « einde loopbaan » en vergoeding gezegd « voor gehuwden »*. — De middenafdeeling heeft U voorgesteld de laatste driejaarlijksche verhooging der onderwijzers-niet-schoolhoofden te brengen op 2,200 frank. De regeering stemt er in toe, aan deze onderwijzers een laatste driejaarlijksche verhooging van 2,000 frank te verleenende.

De middenafdeeling heeft U ook voorgesteld, — om de redenen in ons voorgaand verslag omstandig uiteengezet — aan de gehuwde onderwijzers een bijzondere vergoeding te verleenende van 800 frank. De Regeering verzet er zich tegen.

Onzes erachtens, is dit verzet volstrekt ongebillijk en wij betréuren het zeer diep.

Doch, om tot een vergelijk te komen, heeft de middenafdeeling beslist U een nieuw voorstel te doen, wiens financiële gevolgen zeer gematigd zijn en dat de beide beginselen eerbiedigt, welke wij in de wet wenschen te doen opnemen, te weten : de gehuwde onderwijzers op eene bijzondere wijze aanmoedigen en de onderwijzers, die — gedurende meer dan 25 jaar — zich gewijd hebben aan de opvoeding onzer kinderen, zonder het bestuur eener school te hebben kunnen bekomen, te beloonen.

De middenafdeeling stelt u dus voor, aan de gehuwde onderwijzers, een bijzondere vergoeding te verleenen van 600 frank en de vergoeding voor eindloopbaan — vóór dewelke de Regeering 1,000 frank aanneemt — te brengen op slechts 600 frank

5° *Standplaatsvergoeding van 750 frank.* — De middenafdeeling heeft u voorgesteld deze vergoeding, welke de onderwijzers van de Brusselche agglomeratie genieten, te verleenen aan de leden van het onderwijzend personeel die in de overige groote steden gevestigd zijn. Zij verklaart thans geneigd te zijn van dit amendement af te zien, en dit om de volgende twee redenen : 1° de met zooveel aandrang door de Regeering geëischte inkrimping der uitgaven en de juistheid van de door haar geuite bemerking : dat het in dit geval een organieke nieuwigheid geldt. Dienvolgens, ziet zij zich verplicht het amendement van de heeren Maenhaut c. s., op artikel 17 van het ontwerp, af te wijzen.

6° De amendementen van den heer Melckmans werden in ons vorig verslag besproken. De door andere leden ingediende amendementen zijn onaannemelijk, hetzij omdat zij noodzakelijkerwijs te hooge uitgaven vergen, hetzij omdat zij organieke hervormingen uitmaken.

7° De middenafdeeling neemt het Regeeringsamendement aan ten voordeele van de agenten die in staat van beschikbaarheid zijn gesteld. Zij is van oordeel, dat de door de Regeering voorgestelde wijzigingen in artikel 31 der organieke wet, niet passen in eene wet tot perequatie van de jaarwedden en door eene bijzondere wet moeten geregeld worden.

Het oorspronkelijk werk van de Middenafdeeling, — waartegen geen strenge kritiek bestand was, om reden van de onwrikbaarheid der beginselen welke zijn grondslag hebben uitgemaakt, — zal noodgedwongen gehavend zijn door de wijzigingen die het heeft moeten ondergaan om tot een verstandhouding te geraken.

Toegevend op de kwestie van het quantum der verhooging van sommige vergeldingen, dat zij echter hooger had gewenscht, is de Middenafdeeling niet afgeweken van hare bezorgheid om de onderscheidene categorieën van Staatsagenten op dezelfde lijn te plaatsen en aan elke dezer de toepassing te verzekeren van de in de Memorie van Toelichting aangegeven aanpassingsformule der jaarwedden, waarmede geen rekening is gehouden geworden voor het personeel der rechterlijke orde. Zij heeft geenszins willen afwijken van haar weigering om verworven rechten te laten vervallen.

Zonder dat het nieuwe stelsel geheel overeenstemt met de wenschen der belanghebbenden, zal het echter aannemelijk zijn door allen, dewijl het strookt met de organieke wetgeving en met de regelen der billijkheid.

De Verslaggever,
HENDRIK MARCK.

De Voorzitter,
MAX HALLET.

**Amendements
de la section centrale.**

(En remplacement de ceux qui sont annexés
au premier rapport.)

ARTICLE PREMIER.

Conseils de Guerre :

Substituts des auditeurs militaires.

**Remplacer 37,000
par 39,000**

ART. 2.

**Remplacer les chiffres du
projet par les chiffres indiqués
ci-dessous :**

Juges des enfants :

	1 ^{re} classe.	2 ^e et 3 ^e classes.
Pour le premier terme de 3 ans	3,000	2,500
Après 3 ans de fonc- tions	3,900	3,000
Après 6 ans.	4,800	3,700
Après 9 ans.	7,000	4,800
Après 15 ans	11,250	9,000

Juge d'appel des enfants.

Pendant la durée de
leurs fonctions en
cette qualité 3,000 »

Juges d'instruction.

Pour le premier terme de 3 ans	3,000	2,500
Après 3 ans de fonc- tions en cette qua- lité	4,000	3,000
Après 6 ans.	5,000	4,000

Premiers référendaires adjoints.

Pour le premier terme de 3 ans	5,000	»
Après 3 ans de fonc- tions	6,000	»
Après 6 ans.	7,000	»

**Amendementen voorgesteld door
de middenafdeeling.**

(In vervanging van de amendementen bij het
eerste verslag gehecht).

EERSTE ARTIKEL.

Krijgsraden.

Substituten van de krijgsauditeurs.

37,000 vervangen door 39,000

ART 2.

**De cijfers van het ontwerp
vervangen door onderstaande
cijfers.**

Kinderrechters.

	1 ^{re} klasse.	2 ^e en 3 ^e klassen.
Voor den eersten drie- jaarlijkschen termijn	3,000	2,500
Na 3 jaar ambtsver- vulling in dezelf- de hoedanigheid. . .	3,900	3,000
Na 6 jaar	4,800	3,700
Na 9 jaar	7,000	4,800
Na 15 jaar.	11,250	9,000

Kinderrechters van hooger beroep.

Voor gansch den duur
hunner ambtsvervul-
ling in deze hoeda-
nigheid fr. 3,000 »

Onderzoekrechters.

Voor den eersten drie- jaarlijkschen termijn	3,000	2,500
Na 3 jaar ambtsvervul- ling in dezelfde hoe- danigheid . . . fr.	4,000	3,000
Na 6 jaar	5,000	4,000

Eerste toegevoegde referendarissen.

Voor den eersten drie- jaarlijkschen termijn	5,000	»
Na 3 jaar ambtsvervul- ling fr.	6,000	»
Na 6 jaar	7,000	»

ART. 4.

Remplacer le texte proposé par le texte ci-après :

« Les articles 7 et 8 de la loi du 6 mars 1925 sont remplacés par la disposition suivante :

« Les membres de l'ordre judiciaire reçoivent l'indemnité de naissance et les indemnités de famille accordées aux fonctionnaires de l'ordre administratif. »

ART. 7.

Ajouter à cet article :

Après vingt ans de fonctions, les curés et les desservants toucheront une seule augmentation de 500 francs.

ART. 10.

Ajouter au texte proposé pour l'article 29 organique de l'enseignement :

4° Une indemnité de logement de 600 francs qui ne sera allouée qu'aux agents mariés à l'exclusion des institutrices mariées et des chefs d'école jouissant d'une indemnité de direction.

A l'article 29 de la loi organique de l'enseignement primaire sub n° 3, supprimer l'alinéa : « L'indemnité familiale ne prend cours... »

A l'article 31 a, intercaler après les mots : « deux augmentations triennales de 1,000 francs », **la phrase suivante :** *Toutefois, la dernière augmentation triennale sera de 1,600 francs pour les instituteurs non chefs d'école, à moins qu'ils aient refusé d'assumer la direction d'une école.*

ART. 12.

A supprimer.

ART. 4.

Den voorgestelden tekst vervangen door den volgende :

De artikelen 7 en 8 der wet van 6 Maart 1925 worden vervangen door de volgende bepalingen :

« De leden van de rechterlijke orde ontvangen de geboortetoeelage en de gezinstoeelagen welke aan de ambtenaren van de bestuurlijke orde worden verleend. »

ART. 7.

Aan dit artikel toe te voegen :

Na twintig jaar ambtsvervulling zullen de pastoors en de kerkbedienaars eene enkele verhooging van 500 frank bekomen.

ART. 10.

Aan den tekst voorgesteld voor artikel 29 van de wet tot regeling van het lager onderwijs, toe te voegen :

4° Een woonstvergoeding van 600 frank die slechts aan de gehuwde agenten zal verleend worden de met uitsluiting van gehuwde onderwijzeressen en de schoolhoofden die eene bestuursvergoeding genieten.

In artikel 29 van de wet tot regeling van het lager onderwijs, onder n° 3° de alinea : « De gezinstoeelage wordt slechts verleend, enz. » **doen wegvallen.**

In artikel 31 a, na de woorden : « twee driejaarlijksche verhoogingen van 1,000 frank, **inlasschen den volgenden zin :** « *Echter zal de laatste driejaarlijksche verhooging 1,600 frank bedragen voor de onderwijzers die niet schoolhoofden zijn, ten ware zij mochten geweigerd hebben het bestuur eener school op zich te nemen. »*

ART. 12.

Doen wegvallen.

ART. 13.

A l'article 9 de la loi du 15 juillet 1849 :

a) Remplacer le texte des deux premiers alinéas par le texte suivant :

« ART. 9. — Les professeurs portent le titre de professeur ordinaire ou de professeur extraordinaire. Ils jouissent d'un traitement fixe de 60,000 francs ou de 50,000 francs suivant qu'ils ont rang de professeur ordinaire ou de professeur extraordinaire. »

b) Supprimer l'alinéa 3.

c) Rédiger l'alinéa 4 comme suit :

Des augmentations peuvent être accordées aux professeurs ordinaires *tous les trois ans*. Le nombre de ces augmentations est fixé à trois et le montant de chacune d'elles à 5,000 francs.

d) Rédiger l'alinéa 5 comme suit :

Une augmentation de 5,000 francs peut être accordée aux professeurs extraordinaires *après cinq ans*.

ART. 19.

Remplacer le texte du projet par le texte suivant :

Lorsque le local visé à l'article 9 de la loi du 15 juin 1881 ne comprend pas une demeure pour le directeur de l'établissement et que la commune ne met pas une habitation à la disposition de l'intéressé, l'indemnité en argent est fixée par arrêté royal dans la limite de 20 % de la somme du traitement organique *minimum et des 3/4 de la différence entre ce traitement minimum et le traitement maximum réglementaire*

ART. 13.

In artikel 9 van de wet van 15 Juli 1849 :

a) Den tekst van de eerste twee alinea's vervangen door den volgende tekst :

« ART. 9. — De hoogleeraars voeren den titel van gewoon of buitengewoon hoogleeraar. Zij genieten een vaste wedde van 60,000 frank of van 50,000 frank, naar gelang zij aangesteld zijn als gewoon of als buitengewoon hoogleeraar. »

b) Alinea 3 doen wegvallen.

c) Alinea 4 doen luiden :

Om de drie jaar, mag er aan de gewone hoogleeraars eene weddeverhoging worden verleend. De vastgestelde verhoogingen zijn ten getale van drie, ten bedrage elk van 5,000 frank.

d) Alinea 5 doen luiden :

Eene verhoging van 5,000 frank mag aan de buitengewone hoogleeraars worden verleend, *na vijf jaar*.

ART. 19.

Den tekst van het ontwerp vervangen door den volgende tekst :

Indien het lokaal, bedoeld bij artikel 9 der wet van 15 Juni 1881, geene woning voor den bestuurder van de instelling omvat en de gemeente geene woonstgelegenheid ter beschikking stelt van den belanghebbende, wordt de vergoeding in geld vastgesteld bij Koninklijk besluit binnen de grenzen van 20 t. h. *van het bedrag der laagste organieke wedde en der 3/4 van het verschil tusschen deze laagste wedde en de hoogste reglementaire wedde*.

Ajouter un chapitre XI ainsi conçu :

ART. 20.

Par dérogation à l'article 1^{er} de la loi les greffiers en chef des cours et tribunaux de première instance nommés en cette qualité avant le 6 mars 1925, jouiront, à titre personnel, des traitements suivants :

Cour de cassation, Cours d'appel, Tribunaux de première instance de la 1^{re} classe fr. 60,000

Tribunaux de première instance de la 2^e et 3^e classe . fr. 51,000

ART. 21.

Par dérogation également au dit article de la loi, les traitements suivants sont accordés, à titre personnel, aux fonctionnaires ci-après désignés et qui occupaient déjà cet emploi à la date du 6 mars 1925 :

Cour de Cassation.

Greffier fr. 37,000

Cour Militaire.

Greffier fr. 37,000

Tribunaux de 1^{re} Instance de 2^e et 3^e classe.

Greffiers et greffiers à titre personnel fr. 25,500

Tribunaux de Commerce de 2^e classe et tribunal de Mons. . . . fr. 25,500

Justice de Paix.

1^{re} classe fr. 37,000

2^e classe 32,000

ART. 22.

Par dérogation à l'article 3 de la loi, les greffiers en chef, greffiers, greffiers

Een hoofdstuk XI toe te voegen luidend :

ART. 20.

In afwijking van het eerste artikel van de wet, genieten de hoofdgriffiers van de hoven en rechtbanken van eersten aanleg, in die hoedanigheid benoemd vóór 6 Maart 1925, ten persoonlijken titel de volgende wedden :

Hof van Cassatie, Hoven van Beroep, Rechtbanken van eersten aanleg van de 1^{re} klasse fr. 60.000

Rechtbanken van eersten aanleg van de 2^e en 3^e klasse fr. 51,000

ART. 21.

In afwijking van hetzelfde artikel van de wet worden, ten persoonlijken titel, aan de hierna vermelde ambtenaren die dit ambt reeds bekleedden op 6 Maart 1925, de volgende wedden verleend :

Hof van Cassatie.

Griffier fr. 37,000

Krijgsgerechtshof.

Griffier fr. 37,000

Rechtbanken van eersten aanleg van de 2^e en de 3^e klasse.

Griffiers en griffiers ten persoonlijken titel fr. 25,500

Rechtbanken van Koophandel van de 2^e klasse en Rechtbank van Bergen. fr. 25,500

Vredegerecht.

1^{re} klasse fr. 37,000

2^e klasse 32,000

ART. 22.

In afwijking van artikel 3 van de wet, hebben de hoofdgriffiers, griffiers

à titre personnel et greffiers-adjoints des Cours de Cassation et d'Appel, de la Cour militaire, des Tribunaux de Première instance et de Commerce, des Conseils de Guerre et des Justices de Paix, nommés à des fonctions effectives à la date de la promulgation de la loi du 6 mars 1925, auront, à titre personnel, droit aux mêmes augmentations périodiques y prévues pour les magistrats.

ART. 23.

Les chefs d'une école de 5 à 6 classes déchargés régulièrement de la tenue d'une classe avant le 1^{er} janvier 1928 continueront à toucher une indemnité de direction mais ce à titre personnel et aussi longtemps qu'aucun changement n'interviendra dans le personnel de leur école. Cette indemnité sera de 3,600 francs. Elle sera réduite de moitié lorsque le bénéficiaire a la jouissance d'un local scolaire fourni par la commune qui utilise ses services.

ART. 24.

Les membres du personnel enseignant qui jouissent déjà de l'indemnité attachée à la possession de certificats spéciaux pour l'enseignement de certaines branches continueront à la toucher. Cette indemnité sera majorée de 25 %.

ten persoonlijke titel en adjunctgriffiers van de Hoven van Cassatie en van Beroep, van het krijgsgerechtshof, van de rechtbanken van eersten aanleg en koophandel, van de krijgsraden en de vredegerechten, werkelijk tot dit ambt benoemd bij de afkondiging van de wet van 6 Maart 1925, ten persoonlijke titel recht op dezelfde periodieke verhoogingen die daarin zijn voorzien voor de magistraten.

ART. 23.

De hoofden van een school van 5 tot 6 klassen, die, vóór 1 Januari 1928, regelmatig ontlast zijn van het houden eener klasse, zullen voortgaan een bestuursvergoeding te ontvangen doch alleen ten persoonlijke titel en zolang er in hun school geen persoonverwisseling plaats heeft. Deze vergoeding zal 3,600 frank bedragen. Zij zal tot op de helft worden verminderd, wanneer de verkrijger het genot heeft van een schoollokaal dat geleverd wordt door de gemeente die zijn diensten benuttigt.

ART. 24.

De leden van het onderwijzend personeel die reeds de vergoeding ontvangen uit hoofde van het bezit van bijzondere getuigschriften voor het onderwijs van sommige vakken, zullen voortgaan dezelfde te ontvangen. Deze vergoeding zal met 25 t. h. worden verhoogd.